

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE AUX ANTILLES

Société Anonyme au capital de 17 263 687 €
Siège social : 30, rue Frébault – 97110 Pointe-à-Pitre
315 769 257 R.C.S Pointe-à-Pitre

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 30 mai 2017

Comptes annuels au 31 décembre 2016

I. – Bilan (En milliers d'euros.)

Actif	2015	2016
Caisse, Banques centrales	5 318	5 427
Effet Publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (Note 2)	42 817	56 946
Opérations avec la clientèle (Note 3 et Note 4)	323 854	332 546
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable	2 299	2 299
Participations et autres titres détenus à long terme	182	182
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat (Note 5)	41 059	39 175
Location simple		
Immobilisations incorporelles (Note 6)	1 203	1 353
Immobilisations corporelles (Note 6)	3 585	3 696
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (Note 7)	2 728	4 103
Comptes de régularisation (Note 7)	1 651	1 038
Total de l'actif	424 695	446 766

Passif	2015	2016
Banques centrales	0	0
Dettes envers les établissements de crédit (Note 8)	133 835	162 216
Opérations avec la clientèle (Note 9)	260 096	258 411
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres Passifs (Note 10)	2 441	2 790
Comptes de régularisation (Note 10)	4 731	4 263
Provisions (Note 11 et Note 12)	6 216	6 659
Dettes subordonnées (Note 13)	6 106	6 106
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres hors FRBG (Note 14)	11 271	6 320
Dont Capital souscrit	17 264	17 264
Dont Réserves	16 810	16 810
Dont Report à nouveau	-20 201	-22 803
Dont Résultat de l'exercice	-2 602	-4 951
Total du passif	424 695	446 766

Hors bilan	2015	2016
Engagements donnés		
Engagements de financement donnés	15 338	22 584
En faveur d'établissement de crédit		
En faveur de la clientèle	15 338	22 584
Engagements de garantie donnés	47 428	49 418
D'ordre de la clientèle	47 428	49 418
D'ordre d'établissement de crédit	0	0
Engagements reçus		
Engagements de financement reçus	50 000	0
D'établissement de crédit	50 000	0
De la clientèle		
Engagements de garantie reçus	140 365	151 246
D'établissement de crédit	140 365	151 246

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	2015	2016
Intérêts et produits assimilés (Note 15)	14 470	13 599
Intérêts et charges assimilés (Note 16)	-6 989	-5 944
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés (Note 17)	25 319	22 344
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés (Note 17)	-23 377	-20 748
Produits sur opérations de location simple		
Charges sur opérations de location simple		
Revenus des titres à revenu variable (Note 18)	9	10
Commissions (produits) (Note 19)	6 056	5 821
Commissions (charges) (Note 19)	-463	-484
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (Note 20)	-6	25
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	775	595
Autres charges d'exploitation bancaire	-119	-843
Produit net bancaire	15 674	14 375
Charges générales d'exploitation (Note 21)	-17 851	-17 510
Charges de personnel	-11 084	-10 868
Autres charges administratives	-6 767	-6 643
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-764	-793
Résultat brut d'exploitation	-2 941	-3 928
Coût du risque (Note 22)	-1 738	-4 159
Résultat d'exploitation	-4 679	-8 087
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 23)	38	-17
Résultat courant avant impôts	-4 641	-8 104
Résultat exceptionnel (note 24)	235	344
Impôts sur les bénéfices (Note 25)	1 804	2 809
Dotations / Reprises de FBRG et provisions réglementées		
Résultat net	-2 602	-4 951

III. – Notes annexes

Note 1. – Principes et méthodes comptables

Les états financiers de la SGBA sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatifs aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, il est précisé qu'aucune transaction significative entre parties liées n'a été conclue à des conditions hors marché et qu'il n'a été identifié aucune opération présentant des risques et avantages significatifs non-inscrits au bilan nécessitant une information particulière.

Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice 2016.

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

1. – Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle comprennent le principal restant dû et non appelé à la date de clôture, ainsi que les intérêts courus non échus.

2. – Créances douteuses et dépréciations

Créances douteuses

Les créances douteuses sont des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non – recouvrement total ou partiel qui provient :

- soit d'une possibilité de défaillance de la contrepartie liée à sa situation financière individuelle ;
- soit d'un litige déclaré au sujet de la créance elle-même.

Sont réputées créances douteuses au titre d'un risque de défaillance de la contrepartie, les créances correspondant à l'une des situations suivantes :

a) Existence d'échéances impayées depuis :

- plus de trois mois pour tous les types de crédit ou les crédits baux mobiliers ;
- plus de six mois pour les crédits immobiliers aux acquéreurs de logement et les crédits baux immobiliers ;
- plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales.

b) Situation de la contrepartie présentant des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'entité a connaissance de la situation financière dégradée de la contrepartie (existence de procédures d'alerte par exemple).

c) Contrepartie faisant l'objet d'une procédure contentieuse (procédure de surendettement, redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens, assignation devant un tribunal international).

Les créances douteuses comprennent aussi bien le capital (échu impayé et restant dû) que les intérêts (échus impayés et courus).

Créances douteuses compromises

Sont des créances douteuses compromises :

- les créances pour lesquelles, après une durée raisonnable de classement en douteux, la disparition du risque de crédit avéré (requalification en créance saine) n'est plus prévisible compte tenu des conditions de solvabilité de la contrepartie. En tout état de cause, le classement de créances en douteuses compromises intervient au plus tard un an après la classification en douteuses (1) ;
- les créances à durée déterminée pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée ;
- les créances à durée indéterminée pour lesquelles la rupture des relations commerciales a été notifiée à la contrepartie selon les modalités prévues par le contrat.

(1) Par exception, cette date limite peut être repoussée s'il existe encore un espoir raisonnable de disparition du risque de crédit, cet espoir devra être apprécié dossier par dossier et documenté pour justification auprès des auditeurs internes et externes, ces derniers pouvant apprécier rétrospectivement la pertinence de la dérogation au vu du dénouement des créances concernées (retour en créances saines ou passage en pertes), et en interdire le cas échéant l'usage ultérieur.

Dépréciation pour créances douteuses

Les créances impayées font l'objet d'un suivi au cas par cas. Lorsqu'il existe un risque de non recouvrement, le dossier classé en créances douteuses fait l'objet d'une dépréciation dont le montant est fonction des possibilités de recouvrement.

Les créances douteuses font l'objet d'un suivi permanent, dossier par dossier. Les dépréciations sur créances douteuses sont revues dès qu'un élément du dossier évolue (remboursement de tout ou partie de la créance, changement de situation du client...). Dès lors qu'il n'existe aucune perspective de recouvrement, la créance est considérée comme irrécouvrable et est inscrite au débit du compte de résultat. La dépréciation correspondante est alors reprise au crédit du compte de résultat.

Actualisation des flux de recouvrement

L'application de cette disposition du règlement ANC n° 2014-07 s'est traduite en 2016 par une dotation de 1,2 M€ intégralement enregistrée en coût net du risque.

Créances restructurées

Le montant au 31 décembre 2016, des créances restructurées à des conditions inférieures aux conditions d'origine n'étant pas significatif, aucune décote n'a été comptabilisée à la clôture.

Portefeuille titres

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, ces instruments font l'objet d'une classification en fonction de l'intention de gestion exprimée par la SGBA.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de bilan pour leur valeur d'achat. Au 31 décembre 2016, la SGBA détient :

- des actions BPI Financement pour 2,3 K€ ;
- des titres de participations VISA INC pour 0,03 K€ ;
- des certificats d'associations pour 0,15 K€.

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports (Bons de Caisse essentiellement).

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'ordres liés à l'acquisition sont intégrés dans le coût d'acquisition des immobilisations (application du règlement CRC 2004-06).

En application des règlements CRC 2002-10, 2003-07 et 2005-09, la SGBA calcule les amortissements selon la méthode rétrospective depuis le 1^{er} janvier 2005.

1. – Immobilisations incorporelles

Les amortissements sont définis sur la base des durées d'utilisation des immobilisations selon le mode linéaire exclusivement.

2. – Immobilisations corporelles

Les postes de l'actif immobilisé apparaissent au bilan pour leur valeur nette comptable.

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « Dotations aux amortissements ».

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Pour les immeubles d'exploitation, la SGBA a appliqué cette approche en retenant les composants et durées d'amortissements suivants :

Infrastructures	Gros œuvre	40 ans
	Façades et toitures	30 ans
Installations techniques	Ascenseur	25 ans
	Electricité	25 ans
	Groupe électrogène	30 ans
	Climatisation	20 ans
	Autres installations techniques	10 ans

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes, et appliquées selon le mode linéaire :

- aménagements / installation : 5 à 10 ans ;
- mobilier : 5 à 10 ans
- matériel : 3 à 5 ans ;
- véhicules : 4 ans ;
- machines de bureau : 5 ans.

Provisions

Les provisions pour risques divers et litiges représentent des passifs dont le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, ou que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

La SGBA comptabilise une provision de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux (clicom) cotés sensibles. Celle-ci a occasionné une dotation nette de provision de 980 K€ au 31 décembre 2016.

Epargne-logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets mis en application de cette loi.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans d'épargne logement (PEL), la SGBA procède depuis l'exercice 2007 à l'évaluation des conséquences défavorables :

- des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat) ;
- des engagements pris en matière de rémunération de l'épargne logement, pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée).

Au titre de l'exercice 2016, la provision épargne logement s'élève ainsi à 71 K€.

Engagements sociaux, avantages postérieurs à l'emploi

Le montant global des provisions pour engagements sociaux s'élève à 2,5 M€ au 31 décembre 2016. Cf. note Frais de personnel et avantages au personnel.

Produits et charges

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La SGBA enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Frais de personnel et avantages au personnel

1. – Frais de personnel

La rubrique Frais de Personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, ainsi que les charges de retraite des différents régimes et les charges liées à l'application du règlement ANC 2013-R-02 relatif à l'évaluation des régimes de retraite et avantages similaires.

2. – Avantages au personnel

La société peut accorder à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que les régimes de retraite ;
- des avantages à long terme, tels que les médailles du travail ou le compte épargne temps ;
- des indemnités de fin de carrière.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes peuvent être des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation de la société se limite au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes pour lesquels la société s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (Départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité constituent des écarts actuariels. Ils sont amortis en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiaires du régime concerné.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de dés actualisation ;
- l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes.

Avantages à long terme

Ce sont les avantages versés aux salariés dans un délai supérieur à douze mois après la clôture de l'exercice pendant lequel ces derniers ont rendu les services correspondants.

La méthode d'évaluation est identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi, au traitement près des écarts actuariels et des coûts des services passés qui sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Méthode d'évaluation des engagements

Le coût des engagements sociaux est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode consiste à constater individu par individu la valeur actuelle de la prestation future basée sur les services acquis en date de clôture.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité de ces engagements.

Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

La Société Générale de Banque aux Antilles, sous préconisation du Groupe Société Générale, a eu recours au Cabinet Watson & Wyatt.

Comptabilisation au bilan

La provision comptabilisée au bilan est égale à l'engagement net des régimes, c'est-à-dire la différence entre la valeur actualisée des obligations acquises calculée avec la méthode ci-dessus et la juste valeur des actifs du régime.

Comptabilisation de la charge annuelle

La charge comptabilisée au compte de résultat pour les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi comprend :

- le coût théorique des services rendus au cours de l'exercice ;
- (+) le coût financier (intérêts sur la valeur des engagements) ;
- (-) le rendement attendu des actifs ;
- (+) le coût des services passés.

Le montant global de la provision liée aux engagements sociaux (Indemnités de fin de carrière, médailles du travail) au 31 décembre 2016 s'élève à 1,65 M€.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 1,80 % ;
- taux d'inflation de 1,90 % ;
- taux d'augmentation des salaires (net de l'inflation) de 1,50 %.

Coût du risque

Le contenu de la rubrique Coût du Risque se limite aux dotations nettes des reprises de dépréciations et de provisions sur risques de contrepartie et pour litiges.

Les dotations nettes aux dépréciations et aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

Gains et pertes sur actifs immobilisés

La rubrique gains et pertes sur actifs immobilisés regroupe les plus ou moins-values de cession.

Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au niveau du Produit Net Bancaire.

Comptabilisation impôts sur les bénéfices

La Société Générale, dans un but d'optimisation de la gestion de la charge fiscale du groupe, formée par elle-même et par certaines filiales contrôlées à plus de 95 %, a opté depuis 1989 pour le régime d'intégration fiscale défini aux articles 223A et suivants du CGI et a inclus la Société Générale de Banque aux Antilles dans son périmètre d'intégration.

La Société Générale de Banque aux Antilles bénéficie à ce titre d'une subvention d'IS reçue de la maison mère, en cas de résultat déficitaire.

Opérations sur les instruments financiers à terme

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des swaps de taux d'intérêt, de devises et d'opérations assimilées, ces instruments font l'objet d'une classification en fonction de l'intention de gestion exprimée par la SGBA.

La SGBA utilise depuis 2008 des swaps de taux d'intérêt en couverture du risque de taux d'intérêt relatif à des prêts octroyés à la clientèle.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats, soit 27 M€ au 31 décembre 2016 : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Evènement significatif de la période

L'année 2016 est marquée par la fin du plan de sauvegarde de l'emploi engagé par la SGBA en 2014.

Informations sur le bilan
Note 2. – Créances sur les établissements de crédit (En K€.)

	2015	2016
Comptes ordinaires débiteurs	42 816	56 946
Créances rattachées	0	0
Total	42 817	56 946

Durée Résiduelle	2015	2016
0 - 3 mois	42 817	56 946
Total	42 817	56 946

Note 3. – Opérations avec la clientèle Actif (En K€.)

	2015	2016
Créances saines	291 484	307 033
Créances commerciales	620	564
Crédits de trésorerie	14 543	17 832
Crédits équipement	132 336	156 482
Crédits habitat	102 705	102 907
Autres crédits à la clientèle	110	70
Comptes ordinaires débiteurs	38 684	25 815
Valeurs non imputées	967	2 122
Prêt clientèle financière	0	0
Créances rattachées	1 520	1 240
Créances douteuses	60 098	55 381
Dépréciations	-27 729	-29 868
Total	323 854	332 546

Note 3.1. – Concours à la clientèle par marché (En K€.)

(Hors VNI, Prêt Clientèle financière, Créances rattachées, Créances douteuses et dépréciations)

	2015	2016
Clientèle de Particuliers	90 206	91 735
Clientèle Commerciale et Professionnelle	198 792	211 935
Total	288 997	303 670

Note 3.2. – Echéances de Créances

Durée Résiduelle	2015	2016
0 - 3 mois	50 986	43 157
3 - 12 mois	24 290	27 952
1 à 5 ans	125 320	133 837
+ 5 ans	123 258	127 600
Total	323 854	332 546

Note 4. – Créances douteuses et Dépréciations (En K€.)

	31/12/2016					
	Encours Sains	Encours Douteux	Dont Encours douteux compromis	Dépréciations Encours Douteux	Dont Dépréciations Encours Douteux Compromis	Encours douteux nets
Encours sur la Clientèle	307 033	55 381	32 257	29 868	19 853	25 514
Total	307 033	55 381	32 257	29 868	19 853	25 514

	31/12/2015
--	------------

	Encours Sains	Encours Douteux	Dont Encours douteux compromis	Dépréciations Encours Douteux	Dont dépréciations Encours Douteux Compromis	Encours douteux nets
Encours sur la Clientèle	291 484	60 098	24 290	27 729	19 062	32 369
Total	291 484	60 098	24 290	27 729	19 062	32 369

Dépréciations sur Créances clients	Montant au 31/12/2015	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31/12/2016
CDL Compromises et non compromises	25 951	6 485	-3 816	28 621
Actualisation de l'estimé récupérable	1 777	1 053	-1 583	1 247
Total	27 729	7 538	-5 398	29 868

Note 5. – Crédit-bail

Note 5.1. – Ventilation des opérations Crédit-Bail (En K€.)

Valeur brute	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Crédit-bail et opérations assimilées	85 921	19 296	-22 049	83 168
Créances rattachées	847		-578	269
Créances douteuses	1 892		-38	1 854
Sous-total	88 661	19 296	-22 666	85 292

Amortissement / Dépréciations	Début Exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Amortissements	-45 774	-18 298	19 601	-44 471
Dépréciations	-1 827	-424	608	-1 646
Sous-total	-47 601	-18 722	20 208	-46 117
Valeur nette comptable	41 059	574	-2 457	39 175

Note 5.2. – Encours par secteur économique (En K€.)

	2015	2016
Distribution	4 272	4 229
Automobile	4 994	3 141
Services	6 700	6 511
BTP	1 656	2 068
Immobilier	1 758	1 844
Commerce	3 742	2 921
Agro - Alimentaire	488	519
Tourisme /Hôtellerie dont loueurs de voiture	16 267	15 263
Divers	1 181	2 679
Total	41 059	39 175

Note 6. – Immobilisations et Amortissements (En K€.)

	Montant brut début 2016	Acquisition	Cessions	Montant brut fin 2016
Immobilisations incorporelles	4 845	416	0	5 261
Fonds commercial	592	0	0	592
Immobilisation incorporelle informatique	4 254	416	0	4 669
Immobilisations corporelles	12 700	729	-675	12 754
Exploitation				
Terrains bâtis	96	0	0	96
Constructions exploitation	1 923	0	0	1 923
Matériels informatiques	1 574	5	-339	1 241
Matériels de transport	63	25	0	87
Matériel de bureau & mobiliers	1 410	87	-72	1 425
Agencements & installations divers	4 126	22	-195	3 954
Agencements & installations constructions	2 423	41	-8	2 456

Matériels divers	5	15	-1	19
Hors exploitation				
Mobiliers hors exploitation	35	2	0	37
Agencement divers hors exploitation	82	3	-2	84
Constructions hors exploitation	551	0	-1	550
Immobilisations en cours	411	529	-58	882
Total	17 545	1 145	-675	18 015

	Amortissement début 2016	Dotations	Reprises	Amortissement fin 2016
Immobilisations incorporelles	3 642	266	0	3 908
Fonds commercial				
Immobilisation incorporelle informatique	3 642	266	0	3 908
Immobilisations corporelles	9 115	527	-584	9 058
Exploitation				
Terrains bâtis				
Constructions exploitation	1 260	48	0	1 307
Matériels informatiques	1 301	94	334	1 061
Matériel de transport	65	6	0	70
Matériel de bureau & mobiliers et Matériels divers	1 190	64	59	1 195
Agencements & installations divers	2 741	265	190	2 816
Agencements & installations constructions	2 334	16	1	2 349
Hors exploitation				
Mobiliers hors exploitation	24	3		27
Agencement divers hors exploitation	38	8		46
Constructions hors exploitation	162	22		184
Total	12 757	793	-584	12 966

Note 7. – Comptes de régularisation et Autres actifs (En K€.)

	2015	2016
Autres actifs	2 728	4 103
Dépôts de garantie versés		
Débiteurs divers	2 710	4 069
Autres stocks et assimilés	18	34
Comptes de régularisation	1 651	1 038
Valeurs reçues à l'encaissement	240	56
Ajustements devises	124	348
Valeurs à rejeter	106	0
Charges constatées d'avance	46	39
Produits à recevoir	1 033	545
Autres comptes de régularisation	102	50
Total	4 379	5 141

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit (En K€.)

Dettes envers les établissements de crédit	Durée Résiduelle au 31/12/16					Total	31/12/2015
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Dettes rattachées		
Comptes et emprunts							
A vue	2 016					2 016	3 699
A terme (*)	5 463	16 684	75 861	61 805	387	160 201	130 136
Total	7 478	16 684	75 861	61 805	387	162 216	133 835

(*) La SGBA bénéficie d'emprunts de refinancement souscrits auprès de la Société Générale pour un encours de 147 M€ au 31/12/2016.

Note 9. – Dettes envers la clientèle (En K€.)

Comptes créditeurs de la clientèle	Durée Résiduelle au 31/12/2016					Total	31/12/2015
	< 3 mois	> 3 mois	> 1 an	> 5 ans	Dettes rattachées		

		< 1 an	< 5 ans				
Comptes ordinaires créditeurs	150 196				3	150 199	149 249
Comptes d'épargne à régime spécial	15 873	25 274	3 383	292	565	45 388	44 728
A vue	10 552					10 552	33 348
A terme	5 322	25 274	3 383	292	565	34 836	11 381
Autres dettes envers la clientèle	15 944	34 963	10 327	1 018	571	62 824	66 118
A vue	4 941					4 941	4 011
A terme (Compte à Terme)	11 003	34 963	10 327	1 018	571	57 883	62 107
Total	182 014	60 237	13 710	1 310	1 139	258 411	260 096

Note 10. – Autres Passifs et Comptes de régularisation (En K€.)

	2015	2016
Autres passifs	2 441	2 790
Sièges et succursales	381	151
Dépôts de garantie reçus	0	0
Autres créditeurs divers	2 060	2 639
Comptes de régularisation	4 731	4 263
Produits constatés d'avance	1 076	902
Charges à payer	2 994	2 997
Autres comptes de régularisation	537	15
Comptes d'ajustement	124	348
Total	7 172	7 053

Note 11. – Provisions (En K€.)

Provisions	Montant au 31/12/2015	Augmentations dotations de l'exercice	Reprises utilisées au cours de l'exercice	Reprises non utilisées au cours de l'exercice	Montant au 31/12/2016
Provisions sur risques clients	2 475	3 284	-1 822	-109	3 828
Dont Engagements par signature	168	0	0	-109	59
Dont Litiges clients	881	879	-396	0	1 364
Dont dossiers sensibles (provision 12,5 %)	1 426	2 406	-1 426	0	2 405
Engagements sociaux	3 406	108	-356	-659	2 500
Dont Indemnités de Fin de contrats de travail	1 870	0	-356	-659	855
Dont provision pour fermeture agence	0	0	0	0	0
Dont Indemnités de Fin de carrière	1 170	71	0	0	1 241
Dont Médailles	367	37	0	0	404
Dont Indemnités de Pré-retraites	0	0	0	0	0
Epargne Logement	242	0	-171	0	71
Autres provisions	92	167	0	0	259
Total	6 216	3 560	-2 349	-768	6 659

Note 12. – Epargne Logement (En K€.)

Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement	2015	2016
Encours des prêts	243	113
Total	243	113

Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement	2015	2016
Plan d'épargne logement (PEL)	9 093	8 950
Ancienneté de moins de 4 ans	3 623	3 143
Ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	3 509	3 834
Ancienneté de plus de 10 ans	1 961	1 973
Comptes épargne logement (CEL)	1 340	1 269
Total	10 433	10 219

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement	2015	Dotations	Reprises	2016
Plan d'épargne logement (PEL)	242	0	-175	67
ancienneté de moins de 4 ans	23	0	-15	8
ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	69	0	-58	11
ancienneté de plus de 10 ans	140	0	-92	48
Provision sur prêt émis	10	0	-10	0
Comptes épargne logement (CEL)	0	4	0	4
Total	242	4	-175	71

Note 13. – Dettes subordonnées (En K€.)

Dettes subordonnées	2015	2016
Dettes subordonnées à terme	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	6 098	6 098
Dettes rattachées	8	8
Total	6 106	6 106

La SGBA bénéficie d'un contrat de prêts subordonnés à taux variable souscrit auprès de la Société Générale :

- 1 contrat à durée indéterminée pour un montant de 6,1 M€.

Note 14. – Capitaux Propres

Note 14.1. – Variation des capitaux propres (En K€.)

	Capital	Primes	Réserves	RAN	Dividendes	Résultat	Total
Position au début de l'exercice – 2015	17 264	15 842	968	-12 155	0	-8 046	13 873
Résultat de l'exercice (avant affectation)						-2 602	-2 602
Affectation du résultat de l'exercice précédent				-8 046		8 046	0
Réserves et Prime d'émission							
Réduction de capital							
Augmentation de capital							
Position à la clôture de l'exercice – 2015	17 264	15 842	968	-20 201	0	-2 602	11 272

	Capital	Primes	Réserves	RAN	Dividendes	Résultat	Total
Position au début de l'exercice – 2016	17 264	15 842	968	-20 201	0	-2 602	11 272
Résultat de l'exercice (avant affectation)						-4 951	-4 951
Affectation du résultat de l'exercice précédent				-2 602		2 602	0
Réserves et Prime d'émission							
Réduction de capital							
Augmentation de capital							
Position à la clôture de l'exercice – 2016	17 264	15 842	968	-22 803	0	-2 349	6 321

Note 14.2. – Composition du capital

Capital souscrit	2015		2016	
	Nombre	Nominal (En €.)	Nombre	Nominal (En €.)
Actions ordinaires	12 331 205	1,40	12 331 205	1,40
Total	12 331 205	1,40	12 331 205	1,40

La Société Générale détient en propre 1 % et par le biais de Genefinance 99 % du capital de la SGBA et, de ce fait, reprend par intégration globale dans ses comptes consolidés les comptes de la SGBA.

Note 14.3. – Projet d'affectation du Résultat

	2016 avant AG de clôture	Projet d'affectation	2016 après AG de clôture
Capital social	17 264		17 264
Primes et réserves	16 810		16 810
Report à Nouveau	-22 803	-4 951	-27 754
Résultat de l'exercice	-4 951	4 951	0
Total fonds propres	6 320		6 320

Informations sur le compte de résultat
 Note 15. – Intérêts et Produits assimilés (En K€.)

	2015	2016
Opérations avec établissement de crédit	60	48
Opérations avec la clientèle	14 256	13 466
Créances commerciales	22	26
Crédit de trésorerie	808	738
Crédit d'équipement	6 356	5 949
Crédit à l'habitat	4 573	4 178
Autres crédits à la clientèle - intérêts de retard sur échéances prêts	11	7
Comptes ordinaires débiteurs	1 055	956
Autres	1 015	1 167
Engagement hors bilan	417	445
Obligations et autres titres à revenus fixes	0	0
Opérations de couverture	153	85
Total	14 470	13 599

Note 16. – Intérêts et Charges assimilés (En K€.)

	2015	2016
Opérations sur établissements de crédits	3 678	2 986
Opérations sur dettes subordonnées	21	33
Opérations clientèle	1 929	1 663
Comptes ordinaires créditeurs	10	11
Livrets ordinaires	248	210
Livrets Jeunes	4	3
Livret Développement Durable	68	57
CEL	9	6
PEL	229	226
PEP	74	75
Comptes à terme	925	658
Bons de caisse	0	0
Autres	286	356
Engagement hors bilan	76	60
Autres	1 361	1 261
Total	6 989	5 944

Note 17. – Produits et Charges sur opérations Crédit-Bail et assimilés (En K€.)

	2015	2016
Produits sur opérations de crédit-bail	25 319	22 344
Opérations de crédit-bail	21 471	19 131
Reprises de dépréciations sur immobilisations	0	0
Plus-values de cessions	3 187	2 628
Autres produits	662	585
Charges sur opérations de crédit-bail	- 23 377	- 20 748
Dotations aux amortissements	- 20 183	- 18 298
Dotations aux dépréciations	0	0
Moins-values de cession	- 3 130	- 2 449
Autres charges	- 65	- 2
Total	1 942	1 596

Note 18. – Revenus des titres à revenus variable (En K€.)

	2015	2016
Dividendes sur titres de placement	8	10
Dividendes et produits assimilés	1	0
Total	9	10

Note 19. – Commissions (En K€.)

	2015			2016		
	Charges	Produits	Nets	Charges	Produits	Nets
Opérations de trésorerie et interbancaires	-333	11	-322	-354	2	-353
Opérations avec la clientèle		3 939	3 939		3 538	3 538
Opérations sur titres		21	21		14	14
Opérations de change		0	0		0	0
Prestations sur services financiers	-130	2 085	1 955	-129	2 269	2 139
Total	-463	6 056	5 593	-484	5 821	5 338

Note 20. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation (En K€.)

	2015	2016
Opérations de change	-6	25
Total	-6	25

Note 21. – Charges Générales d'exploitation (En K€.)

Note 21.1. – Charges de personnel (En K€.) – Hors charges PSE

	2015	2016
Salaires - Traitements	7 423	7 131
Dont Refacturation charges de personnel	-109	-70
Charges de retraite	710	640
Autres Charges sociales (*)	2 692	2 689
Impôts Taxes et versements	348	298
Intéressement des salariés	2	2
Dotation / Reprises sur engagements sociaux	-91	108
Autres dotations/reprises nettes de provision	0	0
Total	11 084	10 868
(*) : Le montant de CICE comptabilisé en déduction de ce poste est de 110 K€.		

Note 21.2. – Autres charges administratives (En K€.)

	2015	2016
Informatique	2 152	2 465
Imprimés Papeterie	110	107
Frais postaux et Télécommunications	547	499
Honoraires (*)	386	394
Transports et déplacements	715	597
Impôts et Taxes	330	268
Autres Services extérieurs et autres frais administratifs	2 527	2 313
Dont Loyers et charges locatives	756	841
Dont Entretien et autres charges sur immeubles	357	331
Total	6 767	6 643
(*) Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à : 186,7 K€.		

Note 22. – Coût du Risque (En K€.)

	2015	2016
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-9 862	-7 605
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	24 540	5 846
Pertes irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-2	-11
Pertes irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-16 950	-956
Récupérations sur créances amorties	139	76
Dotations/ reprises nettes de provisions	396	-1 509
Total	-1 738	-4 159

Note 23. – Gains ou Pertes sur actifs immobilisés (En K€.)

	2015	2016
Immobilisations corporelles	38	-16
Moins-value sur cession d'immobilisations	-28	-19
Plus-value sur cession d'immobilisations	66	3
Total	38	-16

Note 24. – Résultat exceptionnel (En K€.)

Nature	31/12/2016			31/12/2015
	Charges PSE	Reprises PSE	Total	Total
Frais de Personnel	-671	1 015	344	200
Reprise utilisée	-659	659	0	0
Reprises non utilisées	0	356	356	200
Provision litiges salarié	-12	0	-12	0
Fermeture agences	0	0	0	35
Reprise utilisée	0	0	0	0
Reprise non utilisée	0	0	0	35
Total	-671	1 015	344	235

Note 25. – Impôts sur les bénéfices (En K€.)

	2015	2016
Sur résultat courant	1 804	2 809
Total	1 804	2 809

Dans le cadre de l'intégration fiscale, la Société Générale de Banque aux Antilles a bénéficié en 2016 comme en 2015, d'une subvention d'impôt reçue de la Société Générale, correspondant à la rétrocession de l'économie d'impôt générée dans les comptes de la société mère.

Informations sur les instruments financiers à terme

Note 26. – Instruments financiers à terme (En K€.)

Note 26.1. – Juste valeur des instruments financiers à terme

	2015		2016	
	Encours notionnel	Juste valeur	Encours notionnel	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêts (macro-couverture)	28 983	-6 556	26 961	-6 359
Total opération de gré à gré	28 983	-6 556	26 961	-6 359

Note 26.2. – Encours notionnels des instruments financiers à terme par durée résiduelle

	Durée Résiduelle au 31/12/16				31/12/2015
	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total	
Swaps de taux d'intérêts (macro-couverture)			26 961	26 961	28 983
Total opération de gré à gré			26 961	26 961	28 983

Informations diverses

Note 27. – Informations Diverses

Note 27.1. – Effectifs moyens rémunérés, ventilés par catégories professionnelles

	2015	2016
Effectif moyen total	127	(*) 129
Dont Techniciens	81	78
Dont Cadres	46	49
* Dont une stagiaire école		

Les effectifs rémunérés comprennent également :

	2015	2016
Prétraités	1	4
Contrats de qualification	7	8

Note 27.2. – Réseau commercial

Agences : 6

Note 27.3. – Nombre de comptes à la clientèle

	2015	2016
Comptes à vue	15 822	15 419
Comptes d'épargne à Régime Spécial	14 960	15 932

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit la perte de l'exercice qui s'élève à - 4 950 692,42 € en report à nouveau :

- Report à nouveau au 31 décembre 2016 : - 22 803 113,70 €
- Perte de l'exercice 2016 : - 4 950 692,42 €

Report à nouveau après affectation ramené à - 27 753 806,12 €

L'Assemblée prend acte que le montant des capitaux propres de la Société s'élève à 6 319 840,18 €.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

V. – Rapport des Commissaires aux comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Générale de Banque aux Antilles, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 15 mai 2017

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Jean-Marc Mickeler

Ernst & Young Audit
Vincent Roty

VI. – Rapport de gestion

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les Commissaires aux Comptes peuvent être consultés à l'adresse suivante :

Direction Contrôle et Logistique – SGBA – Immeuble Connexion – ZI Jarry – 97122 Baie Mahault.

1703662